

L'Eni en voie de restructuration majeure

Antoine Mathieu-Collin

Face aux inquiétudes de ses concitoyens quant à la crise ukrainienne et aux sanctions adoptées contre la Russie, l'ex-administrateur de l'Eni Paolo Scaroni s'est voulu rassurant et résolument optimiste dans l'interview qu'il a accordée au quotidien économique *Il Messaggero* du 4 septembre¹. D'autre part, l'Eni s'engage dans une vaste restructuration, à l'incitation du chef du gouvernement, Matteo Renzi.

Paolo Scaroni répond à de vraies préoccupations. L'Eni, pour *Ente Nazionale Idrocarburi*, se trouve en effet confronté à des bouleversements géopolitiques majeurs qui mettent en péril ses positions sur plusieurs de ses marchés essentiels. En Russie tout d'abord, car les sanctions économiques adoptées par l'Union européenne en réaction à l'annexion de la Crimée et du soutien de l'armée russe aux séparatistes du Dombass pourront se révéler à terme à double tranchant, étant donné que le pays a tout de même fourni l'année dernière 40 % des approvisionnements en gaz de l'Italie. Les efforts entrepris conjointement par l'Eni et Gazprom pour construire le gazoduc South Stream devant relier, dès 2015, la Russie à l'Europe occidentale en contournant l'Ukraine (sous les auspices de Luigi Bersani, alors ministre de l'Énergie) ont coûté beaucoup aux deux géants de l'énergie, financièrement comme en terme d'image publique dans ce contexte tendu. Autre marché important et véritable chasse gardée de l'Eni, la production d'hydrocarbures en Libye se trouve plus que menacée par l'anarchie et les milices armées qui constituent l'ère post-Kadhafi. Un oléoduc saboté dans le golfe du Niger a obligé cette année l'Eni à interrompre sa production de 4 000 barils par jour. Mais la pire nouvelle vient

du Kazakhstan, et plus précisément du gisement de Kashagan : annoncé en 2000 comme le plus grand gisement pétrolier découvert des 30 dernières années, son exploitation (par le consortium Eni-Total-BP/State Oil-Mobil-Royal Dutch Shell-BG Group), pourtant prévue en 2008, ne commencera pas avant 2016. Les retards font suite à une combinaison de problèmes techniques dus à la grande profondeur du forage sous la mer Caspienne, de tensions diplomatiques avec le Kazakhstan de l'autoritaire Nazarbaïev et des inquiétudes des ONG écologiques quant au projet.

Mais, en plus des répercussions des tensions internationales sur ses activités, l'Eni souffre d'une perte de compétitivité de son activité de raffinage face à la concurrence accrue des raffineries asiatiques et au développement rapide du gaz de schiste aux États-Unis. Alessandro Gilotti, président de *L'Unione petrolifera*, a ainsi admis dans *L'Espresso*² que les douze raffineries encore existantes dans la péninsule italienne – dont cinq appartiennent à l'Eni – font face à des pertes importantes. Les retards dans la production de gaz et de pétrole et les pertes de ses raffineries menacent le résultat opérationnel de l'Eni, et donc sa capacité à rémunérer ses exigeants actionnaires (dont l'État italien, à hauteur de 30 %) à 5,5 % à l'année

1. *Il Messaggero*, Scaroni, « Sul gas l'Italia è al sicuro Putin ha quel che voleva », 4 septembre 2014.

2. *L'Espresso*, Eni, così cambierà il colosso energetico Ecco il piano dell'ad Claudio Descalzi! (27.8.2014).

comme les années précédentes. Ce dividende très élevé est pourtant le point fort de l'entreprise, les grandes *majors* américains ne rémunérant qu'à 4 % leurs actionnaires.

Le nouvel administrateur de l'Eni, Claudio Descalzi, a été nommé par le gouvernement Renzi début mai pour réformer la plus grande entreprise italienne. Devant les actionnaires réunis à Londres le 31 juillet, ce cinquantenaire milanais a annoncé sa volonté de transformer profondément l'Eni, sur le modèle des *majors* comme BP ou ExxonMobil. La méthode est simple : se concentrer sur les activités de recherche et d'exploitation d'hydrocarbures et laisser de côté, c'est-à-dire vendre, certaines des activités périphériques de l'entreprise. Les raffineries en Italie se trouvent donc les premières visées, tout comme la Saipem, la société d'ingénierie qui a accompagné l'Eni dans les étapes de son développement depuis 60 ans. Néanmoins, un tel démantèlement des activités « italiennes » de l'Eni n'est évidemment pas vu d'un bon œil ni par les syndicats, ni par les responsables locaux. Ceux-ci ont d'ores et déjà annoncé qu'ils s'opposeraient à la fermeture des raffineries, notamment à Gela (en Sicile) et Taranto (dans les Pouilles), deux territoires déjà fortement touchés par la désindustrialisation, le chômage massif et le retard économique caractéristique de l'Italie du sud. Claudio Descalzi a déjà réalisé son premier objectif : la réorganisation interne de l'entreprise. La chaîne de contrôle a été raccourcie et des hommes de confiance ont été placés aux postes-clés. Le fidèle Sarvatore Sardo a notamment été nommé à la direction de la branche « Raffinage et opérations industrielles ». Si l'on décrypte cette nomination, c'est donc lui qui sera chargé de la liquidation des raffineries et de la société d'ingénierie Saipem. Il suffit de dire que le secteur du raffinage italien emploie 30 000 travailleurs directement, et 60 000 indirectement, pour mesurer à quel point la restructuration de l'Eni est une bombe sociale entre les mains de Renzi.

Il ne faut pas oublier que derrière Claudio Descalzi, c'est bien Matteo Renzi qui est aux commandes. La restructuration de l'Eni est dans la droite ligne d'une volonté de relance affichée par le président du conseil et matérialisée par le

décret « *Sblocca Italia* »³ (« Débloquons l'Italie »), adopté début août. Le dixième point de ce plan, intitulé « Débloquons l'énergie », met en effet sous responsabilité directe de l'État italien tout ce qui concerne l'énergie : les régions n'auront ainsi plus leur mot à dire sur la gestion des sites d'extraction et des raffineries, ni sur leur clôture. Le gouvernement italien se donne ainsi les moyens d'une politique pétrolière volontariste.

Cette stratégie de relance et de restructuration de l'Eni trouve aussi des relais diplomatiques. La nouvelle promotion de la ministre des Affaires étrangères italienne, Federica Mogherini, récemment nommé Haute représentante de l'Union européenne pour les affaires extérieures et la politique de sécurité, a fait grincer des dents en Europe, en raison de ses prises de position pro-russes. Il faut dire que la diplomatie italienne s'appuie depuis longtemps sur le gaz russe, à tel point que Luigi Bersani, puis Matteo Renzi et Federica Mogherini ont toujours défendu le projet du gazoduc South Stream qui contourne l'Ukraine, alors même que leurs partenaires européens appuyaient le projet concurrent de l'oléoduc Nabucco, qui, lui, compte amener en Europe le gaz de la mer Caspienne en contournant la Russie. L'administrateur de l'Eni, Claudio Descalzi, a également accompagné Matteo Renzi lors de sa dernière tournée en Afrique, notamment au Mozambique, où ils ont conjointement annoncé le lancement d'un projet de 50 milliards d'euros pour exploiter un gisement gazier géant. Ironie ou provocation, Matteo Renzi a même affirmé que ce gisement « *fournirait du gaz aux Italiens pour les trente prochaines années* », et qu'il était en train de « *construire le futur de nos enfants* ».

Quoi qu'il en soit, le pari de Matteo Renzi de restructuration de l'Eni sur le modèle des *majors* anglo-saxonnes s'annonce risqué. Il faudra augmenter de beaucoup les capacités extractives du géant énergétique, sans ne plus pouvoir compter sur les activités industrielles qui ont accompagné jusqu'ici son développement. Et, s'il réussit, il est peu probable que l'économie et les travailleurs italiens en sortent bénéficiaires. ■

3. Sblocca Italia in 10 punti per far ripartire il paese-Ansa.it